

# Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **29 (2013)**

PDF erstellt am: **27.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## COMPTES RENDUS

**Céline Schoeni, *Travail féminin: retour à l'ordre!* Lausanne, Éd. Antipodes, 2012, 626 p., 63 fr.**

Issu de sa thèse soutenue en 2009, l'ouvrage de Céline Schoeni *Travail féminin: retour à l'ordre!* propose un nouvel éclairage sur la période de l'entre-deux-guerres. En combinant le genre et l'histoire comparative et en se basant sur de nombreuses sources, notamment des archives féministes peu exploitées, l'auteure apporte une contribution originale à l'historiographie du travail féminin en analysant la position des femmes fonctionnaires.

À travers trois parties construites sur une chronologie restreinte d'une dizaine d'années (1927-1938), elle offre une description fouillée et précise de la situation des femmes fonctionnaires en Suisse et en France, et de la problématisation progressive du travail féminin au niveau international. Ainsi, elle montre comment les États suisse et français redéfinissent le rôle des femmes et des hommes au sein de la société, reléguant les premières au foyer et réservant aux seconds les emplois qualifiés dans l'administration. Tous deux suivent les mêmes logiques mais usent d'instruments et de discours différents propres à leur situation socio-économique et politique.

Le premier chapitre sur l'internationalisation du «problème» du travail féminin dans le secteur public met en lumière les rôles joués par l'Organisation internationale du travail (OIT) et les associations féministes internationales, tout en

contribuant à l'histoire des féminismes. Les discours émanant de l'OIT tendent vers des mesures protectrices envers le travail féminin (notamment l'interdiction du travail de nuit), qui rencontrent des échos contradictoires au sein des diverses associations féministes. Si le Conseil international des femmes (CIF) soutient l'OIT, des dissensions apparaissent au sein de l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes (AISF), par ailleurs fondée en marge d'un congrès du CIF en 1899. Les tensions sont fortes et c'est dans ce contexte tendu que l'Open Door International (ODI) est créée en 1929. Cette association d'avant-garde prône l'égalité économique entre les travailleurs des deux sexes et estime que les lois protectrices infantilisent les femmes: si restriction en matière de travail il y a, elle doit se fonder sur la nature de l'activité et non sur le sexe de la personne qui l'effectue. Entre ces associations féministes réside de plus l'enjeu de devenir un interlocuteur privilégié de l'OIT et de s'en servir pour relayer ses idées.

L'écho que trouvent ces associations féministes au niveau suisse et français diffère lui aussi, ce qui rend la démarche comparative, développée dans les chapitres deux et trois, encore plus intéressante: une section de l'ODI est implantée en France, mais aucune ne voit le jour en Suisse. Cet aspect permet d'exemplifier le fait que la réaction féministe face à l'offensive contre le travail féminin est plus revendicative en France qu'en Suisse. Malgré cela,

les associations féministes françaises n'ont, tout comme leurs homologues helvétiques, que peu d'impact au niveau politique sur cette question.

D'autre part, le système fédéraliste suisse et le système centralisé français induisent des situations hétérogènes. En Suisse, ce sont surtout les cantons et les communes qui mettent en place des mesures contre le travail féminin dans l'ensemble de la fonction publique. Les institutrices sont particulièrement touchées par toute une série de règlements découlant de la loi sur le statut des fonctionnaires de 1927, qui ne portait pourtant préjudice «qu'aux» femmes fonctionnaires mariées, largement minoritaires à l'époque. En France, l'aspect du mariage est laissé de côté mais les craintes démographiques sont bien plus fortes en raison des pertes humaines dues à la Première Guerre mondiale et poussent les autorités à renvoyer les femmes dans leur foyer.

Durant les années 1930, l'offensive contre le travail féminin se déplace donc du secteur secondaire au secteur tertiaire: la figure de la fonctionnaire supplante celle de l'ouvrière, cristallisant les craintes autour du travail dans le contexte de crise. La redéfinition des rôles sexués dans le cadre du travail salarié durant l'entre-deux-guerres n'est qu'une étape dans la division sexuelle du travail en constante mutation, l'auteure se demandant à juste titre comment le «problème» du travail des femmes fonctionnaires évolue après la Seconde guerre mondiale, notamment avec le développement du travail à temps partiel depuis les années 1950. Ces questions prennent d'autant plus d'importance dans le contexte économique actuel, qui donne une résonance toute particulière à l'ouvrage de Céline Schoeni.

Offrant un panorama abouti et détaillé de l'offensive contre le travail des femmes fonctionnaires en Suisse et en France, il permet d'engager une réflexion plus générale sur les mécanismes de reconfiguration de la division sexuelle du travail dans une période de crise.

Lise-Emanuelle Nobs

**Martine Chaponnière, Silvia Ricci Lempen, *Tu vois le genre ?* Lausanne, Éditions d'en bas et Genève, Fondation Emilie Gourd, 2012, 204 p.**

Que voici un livre utile. Pour le centenaire du premier journal féministe à Genève, *Le Mouvement féministe*, devenu après divers avatars *l'émilie*, les auteures ont été mandatées pour présenter, expliquer, discuter les notions principales qui ont cours dans les nouveaux mouvements féministes depuis une quarantaine d'années.

Écrit dans un souci pédagogique, qui n'exclut pas la finesse ni l'humour, ce livre est donc une sorte de manuel pour s'y retrouver dans les déclinaisons et conjugaisons des théories féministes. On peut trouver rébarbative la quantité de qualificatifs: féminisme essentialiste, matérialiste, différentialiste, post-colonial... jusqu'à post-féministe? Certains courants se sont désignés comme tels, d'autres non: le MLF à ses débuts refusait précisément les factions et les fractions, il voulait parler à toutes les femmes, être la cause de toutes les femmes.

Mais pour s'y retrouver dans les théories anciennes et actuelles, un peu de classification est nécessaire. Et ces théories sont présentées dans leur contexte, dans leur histoire

et leurs bigarrures, avec les débats qu'elles ont suscité. Chaque chapitre est assorti d'une brève et riche bibliographie.

«Les féministes ne sont pas toutes d'accord entre elles sur la société idéale qui devrait remplacer celle d'aujourd'hui, concluent les auteures ; mais elles partagent néanmoins deux choses: le rejet du principe de la domination masculine et la conscience que, quelles que soient leurs convictions, celles-ci n'auraient pas pu se forger sans l'engagement de leurs consœurs féministes – celles du passé et celles qui, aujourd'hui, pensent autrement qu'elles.»

Marianne Enckell

**Michelle Perrot, *Mélancolie ouvrière. «Je suis entrée comme apprentie, j'avais alors douze ans», Lucie Baud, 1908, Paris, Grasset, coll. «Nos héroïnes», 2012, 187 p.***

C'est à plus d'un titre que Michelle Perrot est une historienne des sans-voix. Elle s'est en particulier occupée des ouvriers en grève du XIX<sup>e</sup> siècle, des terribles prisons, et de leurs occupants de cette même époque, et bien sûr de l'histoire des femmes.

Ce petit livre consacré à Lucie Baud (1870-1913), ouvrière en soie du Dauphiné, de Vizille et Voiron, tout à fait méconnue, mais à qui l'on doit un beau texte paru dans *Le mouvement socialiste* en 1908, «Les tisseuses de soie dans la région de Vizille», n'en est pas le moindre des témoignages.

Pour connaître les bribes retrouvées du parcours de cette ouvrière, il nous faut d'abord suivre l'historienne dans ses démarches. Elle connaissait en effet ce texte de

Lucie Baud, mais comment connaître son itinéraire et sa vie ? Les travaux d'Yves Lequin sur l'histoire ouvrière de la région lyonnaise ne concernaient pas directement le Dauphiné, moins étudié. Mais Andrée Gauthier lui avait consacré une thèse en 1983. Michelle Perrot se mit donc à la recherche d'auteurs locaux intéressés par la personnalité de Lucie Baud et lui ayant même consacré quelques lignes : Andrée Gauthier, en premier lieu, mais aussi Gérard Mingat, un instituteur à la retraite, une figure qui permet en passant à Michelle Perrot de rendre hommage à ces associations locales qui contribuent à tout un travail de mémoire.

Le récit de l'historienne se développe alors à partir de quelques faits connus à propos de Lucie, lieu de naissance, lieu de l'enfance, commentés par ce que l'on sait de l'enfance et de l'école de ce temps-là pour les filles d'origine modeste. Jusqu'à cette prise d'emploi dans les établissements Durand, à Péage-de-Vizille, dès l'âge de douze ans. L'usine se présentait comme une sorte de petite cité, souligne l'auteure. «L'apprentissage était plus disciplinaire que vraiment technique. Il s'agissait de former à la ponctualité, à la rigueur des horaires, à l'ordre. Les opérations, très morcelées, s'apprennent vite. Rapidement productives, les apprenties sont néanmoins peu ou pas payées ; pour un oui, pour un non, des amendes réduisent les gages convenus en principe avec les familles» (p. 60).

Cette notion de discipline va bien plus loin encore puisque ces jeunes filles, notamment dans l'établissement de MM. Durand, «contractent des habitudes d'ordre et de propreté qu'elles reportent dans leur famille, et qui forment un frappant contraste avec celles qui règnent encore

de manière trop générale dans la contrée», précisait déjà en 1869, juste avant la naissance de Lucie, un rapport présenté à la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures (p. 67).

Les années 1902-1906 sont celles au cours desquelles Lucie Baud passe de la condition ouvrière à un engagement dans le mouvement ouvrier. Mariée au garde-champêtre de Vizille, dont elle a trois enfants, et qui meurt en 1902, Lucie est désormais une ouvrière bien implantée dans ce bourg, à la Maison Duplan. Elle devient aussi une syndicaliste, une activiste, très présente dans les longues grèves qui éclatent alors, l'une des organisatrices des fameuses soupes communistes qui permettent aux grévistes de tenir dans une certaine durée. Elle est même déléguée, en août 1904, au 6<sup>e</sup> Congrès national ouvrier de l'industrie textile à Reims. Mais la grève est une impasse, et l'échec la conduit à s'installer à Voiron, où une grève a aussi lieu en 1906. Après un Premier Mai de forte mobilisation, mais un nouvel échec, Lucie Baud fait une tentative de suicide en se tirant trois balles dans la mâchoire. Pour les années suivantes, passées à Tullins, l'historienne a retrouvé peu de traces.

Elle souligne dès lors qu'il y a «une mélancolie ouvrière des lendemains de grève, qui pèse d'autant plus qu'officiellement on n'avoue pas l'échec, comme si c'était une faute ou une lâcheté. Après la fièvre de l'action, l'exaltation des manifestations, l'excitation des meetings, le frisson des discours enflammés, après la provisoire et enivrante fusion du "tous ensemble", le groupe dispersé se dissout. Chacun retrouve ses

problèmes et sa solitude» (p. 145).

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la source proprement dite, à cet article de Lucie Baud que Michelle Perrot avait déjà analysé dans *Le mouvement social* (4<sup>e</sup> numéro de 1978 consacré, justement, au travail des femmes). Ce chapitre comprend de belles pages de l'historienne qui soulignent fort à propos le caractère exceptionnel de cette expression ouvrière féminine, mais également une empathie remarquable à l'égard des Italiennes «surexploitées et faméliques, encadrées par le clergé, rivées à leurs internats» (p. 167). Mais ce sont aussi de belles pages, et de rares pages, que celles de cette femme ouvrière, dont on ignore dans quel état et dans quelles conditions elle les a rédigées ou fait rédiger après ces balles qui l'ont probablement défigurée. Elle y exprime tout simplement la condition ouvrière, lorsqu'en absence de toute organisation de défense, chaque année apporte «de nouvelles modifications mécaniques, de nouveaux métiers, de nouvelles transformations ; et avec chaque perfectionnement du matériel, c'était une nouvelle diminution de salaire» (p. 174).

Laissons-lui alors le dernier mot :

«Dans ces derniers temps, l'organisation syndicale est intervenue utilement dans bien des cas: pour faire respecter le repos hebdomadaire, pour forcer l'inspection du travail à agir, pour empêcher les heures supplémentaires. Etc. Mais, encore une fois, que ne reste-t-il pas à faire ? Qu'on songe à l'exploitation qui sévit dans ces bagnes ! Défense de s'absenter jamais, sauf des cas extrêmement graves, défense de parler, etc., etc. C'est à l'action syndicaliste qu'il appartient d'avoir raison des exigences patronales.

Lucie Baud, ex-secrétaire du Syndicat des ouvriers et ouvrières en soierie de Vizille (Isère)» (p. 184).

Charles Heimberg

**Laurent Tissot (sous la dir. de) *Revue historique neuchâteloise*, Dubied, une entreprise neuchâteloise 1867-1988, Le Locle, Imprimerie Gasser, 2012, 130 p.**

Cette publication intéressera ceux qui ont apprécié notre *Cahier AEHMO* 25 consacré au logement ouvrier: ils retrouveront l'article de Daniel Bornoz, «Les maisons ouvrières d'entreprise: le cas de la Société Immobilière des usines Dubied, à Couvet» devenu après quelques modifications typographiques «La Société immobilière des usines Dubied: 1906-1962».

Après l'introduction où Laurent Tissot fixe le cadre géographique et les caractéristiques de cette entreprise familiale, l'article d'Andreas Blöchlinger en développe l'histoire en suivant la succession des patrons. Le fondateur Henri-Edouard Dubied crée une fabrique de machines à tricoter, après avoir hésité à juxtaposer des ateliers en regroupant des artisans horlogers dont le travail était menacé par l'évolution du capitalisme industriel. Sous le règne de son fils de 1878 à 1911, la production s'étoffe et se diversifie. L'entreprise familiale connaît alors sa meilleure croissance aux yeux de l'historien, elle s'enrichit du procédé nouveau du décolletage qui permettra de fabriquer des pièces destinées aux vélos, aux voitures et aux armes. Elle devient internationale sous la conduite de Pierre, le petit-fils du fondateur, de 1911 à 1955. Il multiplie les zones de fabrication

à l'étranger, insère des réseaux de vente dans la plupart des pays clients et crée de nouvelles spécialités mécaniques. Il achète à Chemnitz une usine menacée par le nazisme, dont Dubied reprendra l'innovation principale, la machine à tricoter circulaire. Cette période faste masque la gestion centralisée d'une firme familiale, où sont mal distinguées les propriétés patrimoniales de la famille, les sociétés immobilières et les ressources propres de l'entreprise.

Après la mort de Pierre la direction est confiée à ses chefs de services, mais six ans plus tard la famille reprend le gouvernail. Le gendre Rodo de Salis devient le patron, mais il cède assez vite la direction à son fils Serk. L'entreprise disparaît brutalement en 1988 sans que l'historien puisse en donner une explication précise, ce qui nous renvoie aux propos introductifs de Laurent Tissot. Il disait que certes la famille avait des responsabilités dans cette fermeture, mais il ajoutait aussitôt: «Au nom de quoi finalement l'immortalité ne serait que l'unique destinée des entreprises alors qu'elle est interdite aux êtres humains?» Un épilogue philosophique, faute de meilleures sources historiques!

«Le site Dubied à Couvet: une histoire architecturale à démêler», rédigé par Claire Piguet, est l'article le plus important de la revue et d'un intérêt évident, bien illustré, mais il s'éloigne de notre vocation à traiter de l'histoire ouvrière, aussi passons à «La main-d'œuvre étrangère au sein de l'entreprise Éd. Dubied & Cie SA, caractéristiques d'une politique d'engagement dans le contexte perturbé des années 1960» de Gabriel Cimenti. À l'origine Dubied bénéficia de son implantation sur la nouvelle ligne de chemin de fer reliant Paris et Berne et de l'existence d'ouvriers depuis longtemps

formés à la tradition horlogère. Mais après la Deuxième Guerre mondiale, l'éloignement de Couvet d'un bassin de population important contrecarra les ambitions de développement de l'entreprise. Après le déjà ancien bâtiment de Pontarlier, s'ouvrirent dans la banlieue neuchâteloise les centres de production de Peseux et de Marin, puis en Lombardie à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché. Dans les années soixante se posa le problème des mouvements xénophobes. Pour obtenir le retrait d'une première initiative populaire, le gouvernement fédéral introduisit un contingentement, mais la population étrangère continua à croître, entraînant les deux nouvelles initiatives Schwarzenbach. L'historien constate que Dubied obtint des traitements de faveur de la part du gouvernement qui oublia de compter les frontaliers venus du Jura voisin et la plupart des saisonniers venus des pays du sud. Cependant Gabriel Clementi est sévère sur la politique de recrutement de l'entreprise et l'absence de véritables formations, en constatant que les nouveaux venus sont le plus souvent très jeunes et ne restent que quelques saisons dans les usines.

«Non, ce n'est pas un rêve, Chez Dubied, on fait bel et bien la grève», ces deux vers d'un gréviste inaugurent le texte d'Alain Naef, «Une grève sauvage au pays de la paix du travail: la grève Dubied du 9 août au 6 septembre 1976». L'historien évoque d'abord les déficits de l'entreprise, sa volonté de réduire la masse salariale sans divulguer leur situation comptable et sans remettre en cause les règles de la paix du travail. Organisé pendant les vacances, le coup marche mal, les ouvriers proclament la grève à l'annonce de la suppression du treizième salaire, sans s'en référer à leur syndicat, rappelant les coupes

déjà effectuées les deux années précédentes et critiquant l'absence d'information de la direction. Le ton hausse, mais les grévistes résistent, et le Conseil d'État tout comme l'association patronale interviennent pour faire fléchir Dubied, qui concède des concessions et le travail reprend après quatre semaines d'arrêt. Et l'historien redonne au même poète gréviste le quasi mot de la fin: «La paix du travail on n'est pas con, ça arrange bien les patrons.»

Michel Busch

**Damir Skenderovic et Christina Späti, *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, éditions Antipodes & Société d'histoire de la Suisse romande, 2012, 191 p.**

Ce livre entend offrir une vue synthétique de ce que fut 68 en Suisse, replacé dans son environnement international. Si plusieurs travaux ont été publiés ces dernières années au sujet d'exemples locaux (Berne, Zurich notamment) ou de domaines spécifiques (le militantisme, le féminisme, la culture alternative), il manquait un ouvrage qui analyse ces événements sur le plan national tout en cherchant à les mettre en perspective et en faire apparaître les éléments saillants.

Le premier chapitre s'emploie à dresser le contexte des années 60, en Suisse et plus largement dans le monde occidental d'après-guerre (croissance économique, société de consommation, émergence de la jeunesse comme groupe social et multiplication du nombre d'étudiants et d'étudiantes). Il évoque également les premières mises en cause du consensus helvétique, productiviste

et anticommuniste, qui font écho aux mouvements qui s'affirment dans d'autres pays.

Même souci de mise en perspective, lorsqu'il s'agit de présenter les événements de l'année 1968. Après avoir évoqué la dimension internationale de la contestation, le livre propose une chronique de faits survenus en Suisse, en s'attachant d'abord aux universités, puis aux manifestations de rues et enfin à la culture. Dans un deuxième temps, ces événements sont repris et analysés en terme de revendications, de formes d'actions, de pratiques culturelles et de modes de vie. Si ces deux chapitres mettent en valeur la multiplicité et la diversité des actions entreprises, ils peinent toutefois à nous donner une meilleure compréhension des dynamiques à l'œuvre, à faire apparaître comment ces événements s'articulent. Ainsi, pour Genève, il est d'abord question de la contestation au sein de l'université durant les années 1968 et 1969, puis quelques pages plus loin, de l'opposition aux Journées militaires du printemps 1968, à laquelle participent également les universitaires ; par la suite, l'ouvrage revient sur le passage du Living Theatre en 1967 et 1968 et son impact sur la contestation. Ces chapitres, riches en information, permettent de se rendre compte que 68 ne se résume pas à quelques événements isolés, mais qu'il recouvre une multitude d'initiatives locales qui visent une transformation profonde de la société.

Si le mouvement de 68 en tant quel retombe après quelques mois, il initie des dynamiques de mobilisations politiques et de transformations culturelles qui se déploient dans la décennie suivante. L'action politique des groupes d'extrême gauche, le bouillonnement culturel

ainsi que la recherche d'alternative à la société bourgeoise sont ainsi très clairement présentés et explicités. Quelques anecdotes savoureuses sont également évoquées, notamment celle relatant l'arrivée des saisonniers espagnols en gare de Genève, au son de chants révolutionnaires diffusés pour l'occasion par les haut-parleurs des CFF, piratés par un collectif militant ! Au final, pour la Suisse, 68 apparaît comme un mouvement qui n'a pas une grande intensité sur le moment – seul un nombre réduit de personnes étaient impliquées directement – mais qui, par les dynamiques qu'il a mises en action, a eu un impact profond sur la société helvétique à tel point qu'il devient, après coup, «le mythe fondateur de toute une génération».

Patrick Auderset

**Gianpiero Bottinelli, Louis Bertoni. Une figure de l'anarchisme ouvrier à Genève, Genève, éditions Entremonde, 2012, 172 p.**

C'est une excellente idée qu'ont eu les éditions Entremonde de traduire la biographie de Louis Bertoni, personnage central, et attachant, de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande, qui a exercé un véritable magistère moral et fasciné bien au-delà du cercle des sympathisants anarchistes: lors de sa sortie de prison, en juin 1919, acquitté après 7 mois de détention préventive (le terme de séquestration serait ici plus juste), il est accueilli en gare de Genève par une foule que la presse bourgeoise elle-même estime à 15'000 personnes !

Né en 1872, apprenti typographe au caractère indépendant affirmé,



Bertoni connaît ses premières expériences politiques avec les luttes libérales tessinoises. Entraîné par son cousin Brenno, il participe au coup d'État de septembre 1890, avant de quitter le Tessin pour s'installer à Genève. Au gré de quelques rencontres, le jeune homme découvre l'anarchisme dans ses diverses tendances, travaillant dans une imprimerie d'où sortent des feuilles rédigées par Paolo Schicchi, ardent défenseur de la dynamite, mais participant aussi au lancement du journal *L'Avenir*, dirigé par Emile Held, qui préconise de mener la lutte anarchiste dans les organisations syndicales. Fin 1893, Bertoni part en Suisse alémanique, et travaille dans une imprimerie à Brugg. Il refuse une offre de reprendre une imprimerie à Bellinzzone, rentre à Genève, rédige *L'Emigrante Ticinese Illustrato*, donne quelques contributions à des journaux libéraux tessinois. Mais son évolution vers l'anarchisme se confirme, le contexte genevois est certainement pour quelque chose dans ce mûrissement: la grève de la construction de 1898, les affrontements avec l'armée venue «défendre l'ordre public», l'expulsion des grévistes étrangers, sans oublier le soutien explicite du conseiller d'État socialiste Fritz Thiébaud à ses collègues bourgeois durant toute cette affaire...

En 1900, Bertoni affirme publiquement son anarchisme dans sa défense lors du procès lié à la publication de *l'Almanacco socialista-anarchico per l'anno 1900*. Édité à Berne par Bertoni et quelques amis, cette publication proposait un article anonyme invitant à abattre la monarchie, peu apprécié du gouvernement italien qui a demandé à Berne d'intervenir. L'affaire finit devant

le Tribunal fédéral, qui acquitte les responsables, non sans que les accusés profitent de la tribune qui leur est offerte pour exposer leurs convictions. Quelques mois plus tard, en juillet, Bertoni fonde *Le Réveil/Il Risveglio*.

Ce bimensuel bilingue, s'adressant à des publics différents, se scinde en deux journaux vendus séparément dès 1910. Les deux titres tirent à environ 4'000 exemplaires jusqu'à leur interdiction en 1940. Ils sont fabriqués par une équipe italienne et une équipe suisse, animées toutes deux par Bertoni. Adossée à cette publication, une petite maison d'édition complète le dispositif, elle publie quelques livres, des brochures et des cartes postales. Enfin, et l'auteur a raison de le souligner, parce que cela donne à la mouvance anarchiste toute son épaisseur, autour du *Réveil* gravite une nébuleuse de petits périodiques à la vie souvent fragile, *L'Émancipation*, *la Vie intime*, *la Voix du Peuple*, *l'Almanach du travailleur*, *L'Exploitée*, *le Bulletin de l'École Ferrer...*

Jusqu'à la Grande Guerre, Bertoni développe une activité militante stupéfiante: ouvrier typographe à plein temps, il trouve non seulement le temps d'écrire, en italien et en français, de nombreux textes pour ses deux journaux, mais il participe chaque année à une centaine de réunions, conférences, débats dans toute la Suisse, qui incitent à la création de nombreux groupes anarchistes. Cette activité et son succès lui valent rapidement des ennuis. Bertoni devient la bête noire de la presse bourgeoise qui voit en lui le «gréviculteur» en chef, l'organisateur de toutes les grèves romandes ou presque... Il est arrêté à plusieurs reprises, en 1902, en 1906, en 1909, en 1912, en 1918. Il passe plusieurs

mois en prison, de manière préventive le plus souvent, parfois acquitté, parfois amnistié face à l'ampleur du mouvement de protestation que suscitent ces arrestations.

Ayant planté le décor et les personnages, l'auteur suit la chronologie dictée par les articles du *Réveil*, passant en revue les grands combats et les grands débats, la grève générale de 1902 à Genève, la fondation de la Fédération des Unions ouvrières de Suisse romande (FUOSR) en 1905, la grève générale de 1907 dans le canton de Vaud, l'expérience déprimante de l'école Ferrer, le débat anarchiste d'Amsterdam entre Monatte et Malatesta à propos des syndicats, l'offensive de l'Union syndicale suisse contre la FUOSR et le déclin des années 1910, le choc de la Grande Guerre qui laisse le mouvement libertaire désarmé et divisé (une partie des anarchistes défendant le camp français), le ressaisissement et la courte euphorie provoquée par la Révolution russe dont Bertoni comprend rapidement le caractère dictatorial et meurtrier, la difficile sortie de guerre avec la concurrence du communisme, la lutte antifasciste et le soutien aux camarades italiens, les derniers feux genevois de la Ligue d'action du bâtiment, les actions pour l'Espagne républicaine, avant l'interdiction de 1940...

Tout au long de ces combats, Bertoni donne l'exemple, assez rare en ce demi-siècle tourmenté propice aux retournements, aux conversions ou aux repentirs, de la fidélité à quelques principes: opposition aux réformismes syndicaux et partisans qui n'exclut pas les actions communes lorsqu'elles sont possibles, méfiance face aux autorités, antimilitarisme, internationalisme,

valeur haut maintenue de l'indépendance, de l'autonomie, de la liberté individuelle et collective. Il a l'âme suffisamment trempée pour ne pas céder à l'amertume, même lorsque, dès l'entre-deux-guerres, l'anarchisme est en perte de vitesse. S'il semble parfois que «le monde ne veut rien savoir de la liberté», et s'il est démoralisant d'avoir raison seul contre tous, Bertoni ne renoncera jamais à porter témoignage: une autre société est possible. Il n'est pas inutile de s'en souvenir.

Alain Clavien

**De mémoires d'ouvriers, un film de Gilles Perret, présenté en 2011 par Fabrice Ferrari et La Vaka Productions, avec la Cinémathèque des pays de Savoie et de l'Ain, Montpellier, CP-Productions, 2012, pour le DVD.**

Ce magnifique documentaire de Gilles Perret se situe entre histoire et mémoires. Il donne à voir et à entendre une parole ouvrière qui restitue une histoire oubliée, celle de l'industrie des vallées des régions montagnardes, attirée à une époque par la disponibilité potentielle de l'énergie hydraulique, ou celle de la construction des barrages ou des stations de haute montagne. Cette parole n'est toutefois pas seulement ouvrière en ce sens qu'elle n'oppose pas la ville à la campagne, puisque ce monde ouvrier et paysan, paysan et ouvrier, a longtemps fait coexister les deux types d'activités.

Si les acteurs, au sens le plus fort du terme, de ce film documentaire nous restituent une histoire oubliée, ils n'en font pas moins acte de

mémoire. Mais l'intelligence de leurs propos, leur capacité d'analyser ce qui leur est arrivé ou ce qui continue de leur arriver réduit de manière singulière la barrière traditionnelle entre le témoin et l'historien dans la perspective d'une intelligibilité du passé qui concernerait avant tout les subalternité et les acteurs d'en bas. Certes, la barrière en question n'est pas franchie et d'autres perspectives seraient sans doute encore nécessaires pour une analyse scientifique de cette histoire industrielle. Il y a toutefois lieu d'insister sur l'intelligence de ces propos ouvriers recueillis sur le terrain et dans la région savoyarde par Gilles Perret.

«Les ouvriers sont effectivement exclus de la parole médiatique, sinon sous forme de caricature: c'est soit l'ouvrier muet, soit l'ouvrier en colère, jamais l'ouvrier qui construit sa propre analyse de ce qu'il est en train de vivre», souligne Gilles Perret au cours de l'entretien proposé dans le fascicule qui accompagne le DVD. C'est là, en effet, l'une des clés de ce film. Cette analyse, c'est d'abord l'émergence et la toute-puissance de la figure de l'actionnaire mises en évidence par ces hommes qui nous font entendre un à un, avec quelques hésitations, les noms des propriétaires successifs des lieux où ils travaillent. Mais c'est aussi l'évocation de notions comme la solidarité ou la résistance.

Vers la fin du film, quatre jeunes ouvriers disent avec une certaine timidité comment ils vivent leur condition au bas de l'échelle et combien la crise les a plongés dans le doute depuis 2008. Leurs vies sont réduites à une ligne comptable dans les registres des actionnaires, comme le dit l'un de leurs aînés, mais la question se pose de savoir

si le monde ouvrier parviendra à en garder suffisamment conscience pour parvenir à résister. Dans un entretien proposé en bonus, Gérard Mordillat souligne en effet combien la parole ouvrière a été systématiquement effacée de l'espace public, des médias, des œuvres littéraires ou cinématographiques, etc. Il appelle de ses vœux, à juste titre, un retour à l'écoute de cette parole et de son intelligence, mais aussi un réinvestissement de la culture et de la formation populaires.

En attendant, le film de Gilles Perret est à voir et à faire voir.

Charles Heimberg

## Chronique du fonds d'archives AEHMO

Le thème de ce cahier aurait dû m'encourager à finir le dépouillement du Fonds Dunant et Mazzi, du nom des deux assistantes sociales qui furent au cœur de la grève qui eut lieu en 1989 à la Croix-Rouge de Lausanne. Cet épisode s'inscrit dans les débuts de la remise en cause de l'asile et des réécritures successives qui vident la loi des préceptes du refuge soi-disant helvétique. C'était le temps de l'arrivée de Madame Elisabeth Kopp au Conseil fédéral et je m'engage à reparler de cette affaire l'an prochain, après que Madame Sommaruga aura établi quelques lignes nouvelles de cet effacement.

L'autre travail qui m'occupe, ce sont les papiers de Hans Peter Renk, qui vient de déposer dans mon sous-sol des cartons qui viennent s'ajouter à ce qu'il m'avait déjà envoyé. Les journaux et les périodiques relaient maintenant les affichettes et les tracts des partis et des associations où Renk fut toujours un fidèle partenaire. De cela aussi je dois vous entretenir l'an prochain.

Autre militant exemplaire, Urs Zuppinger qui a pris contact avec moi sur les conseils d'Olivier Pavillon, pour déposer ses archives à notre fonds. Une entrevue a eu lieu avec la directrice du Cabinet des manuscrits de la BPU, Danielle Mincio, pour organiser ce dépôt dans les règles de l'art archivistique. Urs Zuppinger effectuera cette tâche dans les prochains mois et le Fonds UZ contiendra des documents sur la Ligue marxiste révolutionnaire, sur le PSO et ses différents descendants, sur le syndicat SSP dont il fut un temps le secrétaire et sur d'autres organisations de gauche. Ces archives viendront compléter les fonds Graff,

Maillard, Pavillon et Renk, faisant de notre groupement un dépositaire des mouvements politiques d'extrême gauche nés après les événements de 1968. Voilà encore un autre thème qui sera développé dans le prochain numéro de nos Cahiers.

Si vous avez des archives, n'hésitez pas à nous contacter.

Michel Busch

Achévé d'imprimer en juin 2013  
sur les presses de la **Nouvelle Imprimerie Laballery**  
58500 Clamecy  
Dépôt légal : juin 2013  
Numéro d'impression : 305202

*Imprimé en France*

La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire de la marque Imprim'Vert®

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives... sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

### **Dans ce numéro :**

Nelly Valsangiacomo et Carole Villiger, *Introduction*

Laurence Marti, *Entre exclusion et hésitations. Femmes et syndicalisme dans l'horlogerie au 19<sup>e</sup> siècle*

Hadrien Buclin, *Julia Chamorel, parcours d'une militante communiste dans la Genève des années trente*

Alix Heiniger, *La place et le rôle des femmes dans l'exil communiste allemand en Suisse*

Saffia Elisa Shaukat, *La militance des femmes, travailleuses, étrangères*

Lise-Emmanuelle Nobs, *Les femmes du Syndicat suisse des Mass media*

Jérôme Meizoz, *Jeunes chrétiennes valaisannes au travail, un hasard d'archives*

Carole Villiger, *Entretien avec la photographe Olivia Heussler*  
*Cahier photo*

Viviane Rouiller, *L'action d'occupation de l'Echo du Boulevard à Lausanne*

Marc Vuilleumier, *A propos d'un centenaire: le congrès socialiste de Bâle, 1912*

Chroniques et comptes rendus

Photos © Olivia Heussler

**AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne**

**[www.aehmo.org](http://www.aehmo.org)**

**CCP 10-24143-0**

Diffusion en librairie :

Editions d'en bas,

30 rue des Côtes de Montbenon,

1003 Lausanne

25 francs suisses

